

Code de conduite Anticorruption

SOMMAIRE

Le mot du Président	03
Préambule	04
Définition des comportements illicites	06
Règles de conduite à adopter	08
I - Partenaires commerciaux	09
II - Cadeaux d'affaires et invitations	13
III - Investissements sociétaux	16
IV - Paiements de facilitation	17
V - Conflits d'intérêts	18
VI - Lobbying - Représentants d'intérêts	19
VII - Financement des partis politiques	19
Signaler un comportement	20
Sanctions	22

Le mot du Président Directeur Général



> Philippe Guillemot
Président Directeur
Général

Vallourec, leader mondial des solutions tubulaires premium destinées principalement aux marchés du Pétrole et gaz, de l'Industrie s'est engagé à combattre la corruption y compris le trafic d'influence en adhérant dès 2010 au Pacte National des Nations-Unis.

Nous évoluons dans un environnement réglementaire de plus en plus exigeant et devons répondre aux attentes croissantes de nos clients, partenaires, collaborateurs et actionnaires. Ainsi, nos valeurs, à savoir l'intégrité et la transparence, l'exigence et le professionnalisme, le respect des femmes et des hommes, l'engagement collectif et la performance et la réactivité guident nos activités internationales au quotidien.

Ce Code de Conduite Anti-Corruption reflète l'éthique des affaires de Vallourec et s'adresse aux collaborateurs de Vallourec ainsi qu'à l'ensemble de ses partenaires. C'est un outil clef dans la gestion quotidienne des affaires. Il présente des situations auxquelles chacun d'entre nous peut être confronté et fournit des recommandations pour y faire face. La conformité à nos valeurs est l'affaire de tous, chacun en est un ambassadeur.




C'est pourquoi le Conseil d'administration que je préside et le Comité Exécutif réaffirmons notre politique de tolérance zéro à l'égard de la corruption et de toutes les autres pratiques non éthiques et nous comptons sur vous tous pour illustrer les valeurs de notre Groupe, socle de notre croissance durable.

Philippe Guillemot

Préambule

Pourquoi ce Code de conduite Anticorruption ?

En complément de la Charte Ethique, des procédures internes existantes et en conformité avec les réglementations en vigueur, Vallourec s'est doté du présent Code de conduite Anticorruption (ci-après le « Code ») avec pour objectifs :

-  de renforcer l'engagement de Vallourec dans la lutte contre la corruption, en ce compris le trafic d'influence ;
-  de préciser et de décrire, au moyen d'exemples pratiques concrets et clairs, les comportements pouvant caractériser des faits de corruption ou de trafic d'influence ;
-  d'indiquer la conduite à tenir en cas de confrontation à des faits ou à des situations susceptibles de caractériser un acte de corruption ou de trafic d'influence, afin d'éviter toute implication directe ou indirecte dans une pratique illicite.

Périmètre d'application

Le présent Code s'adresse à l'ensemble des collaborateurs de Vallourec et s'applique à toutes les sociétés dont le capital et/ou les droits de vote sont directement ou indirectement détenus majoritairement par Vallourec SA (l'ensemble de ces sociétés sont désignées ci-après par « Vallourec »).

Le terme « collaborateur » désigne toutes les personnes physiques travaillant pour l'une des sociétés de Vallourec, incluant notamment, les mandataires sociaux, les salariés ainsi que les apprentis et les stagiaires.

Dans ses relations avec ses fournisseurs, sous-traitants, agents, distributeurs et partenaires, Vallourec communique les valeurs et principes d'actions énoncés dans la Charte Ethique ainsi que les règles du présent Code.

La Charte Ethique de Vallourec et le présent Code sont disponibles sur le site internet de Vallourec (www.vallourec.com) et sur l'intranet MY VALLOUREC.

La prévention de la corruption est l'affaire de tous !



La corruption est illégale dans tous les pays du monde. Elle fait peser sur Vallourec et sur ses collaborateurs des risques importants.

La commission d'un acte de corruption ou de trafic d'influence est un acte grave et illégal qui peut donner lieu à des sanctions pour Vallourec mais également pour les collaborateurs impliqués, ces derniers engageant alors leur responsabilité personnelle, pénale ou civile.

Ces sanctions peuvent être de diverses natures selon les législations applicables dans différents pays et notamment :

- pour les personnes physiques ayant participé à l'infraction ou à la tentative d'infraction (qu'elles soient auteurs ou complices) : peines de prison et/ou amendes et peines complémentaires telles que, par exemple, la déchéance des droits civils et civiques, l'interdiction d'exercer une fonction publique ou encore la confiscation des fonds reçus au titre de la corruption.
- pour les personnes morales ayant participé à l'infraction ou à la tentative d'infraction : amendes et peines complémentaires telles que l'exclusion d'accès aux marchés publics, le retrait d'autorisations ou de licences ou encore le remboursement des profits indus.

D'autres conséquences peuvent être extrêmement lourdes pour Vallourec :

- conséquences contractuelles et commerciales telles que la suspension ou la résiliation de contrats par les clients de Vallourec ou le bannissement d'appels d'offres par les sociétés publiques ;
- effets négatifs sur la réputation de Vallourec pouvant entraîner la chute du cours de bourse et des impacts financiers importants.

Vallourec attend donc de l'ensemble de ses collaborateurs qu'ils prennent connaissance et se conforment strictement aux principes de la Charte Ethique et aux règles du présent Code et des procédures internes.

Dans le cadre de son Programme mondial de conformité à la légalité, Vallourec déploie des sessions de formation en matière de lutte contre la corruption et un module de E-learning. Ces formations sont obligatoires pour les salariés concernés.








Il est également attendu de l'ensemble de nos fournisseurs, sous-traitants, agents, distributeurs et partenaires qu'ils adhèrent aux valeurs et principes de la Charte Ethique de Vallourec et aux règles de conduite du présent Code.

Définition des comportements illicites

Corruption

Il y a corruption au sens large quand une personne, A, paie ou offre des cadeaux ou avantages à une personne, B, pour que B prenne une décision, dans le cadre de ses fonctions, qui profite à la personne A.

La corruption peut prendre des formes extrêmement variées :

-  versement d'argent (pots-de-vins) ;
-  cadeaux (objets de luxe, objets d'une certaine valeur : bijoux, objets électroniques...) ;
-  frais d'hospitalisation ou de scolarité ;
-  invitations (voyages d'agrément en dehors des jours travaillés, invitations systématiques de membres de la famille, repas coûteux....) ;
-  promesse d'emploi ou de stage ;
-  offre de prestation en nature ;
-  mécénat ou sponsoring dissimulant un avantage indu.

Une simple promesse suffit, il n'est pas nécessaire que le paiement, cadeau ou avantage soit effectivement octroyé pour qu'il y ait corruption. Le paiement, cadeau ou avantage peut être offert ou reçu directement ou par personne interposée.

La décision peut être une action, mais également une omission ou un retard dans l'exécution des fonctions de B.

A et B peuvent être des personnes physiques ou morales, privées ou publiques.

Corruption active

Dans l'exemple ci-dessus, il y a **corruption active** lorsque A prend l'initiative de soudoyer B. La personne à l'initiative de la corruption est le **corrupteur, A**.

Corruption passive

Il y a **corruption passive** lorsque B prend l'initiative de demander un pot-de-vin ou un avantage à A. La personne à l'initiative de la corruption est le **corrompu, B**.

Trafic d'influence

Le trafic d'influence est une variante de la corruption qui implique trois parties :

- le corrupteur A,
- le corrompu B et
- un tiers C qui exerce des fonctions publiques ou privées.

On parle de trafic d'influence quand A paie, offre un cadeau ou un avantage à B pour obtenir une faveur de C. A pense que si B intervient auprès de C, il pourra obtenir de C la décision qui arrange ses intérêts.

Le corrompu, B, fait ici jouer son influence, sans prendre aucun acte lié à ses fonctions.

EXEMPLES DE COMPOTEMENTS INTERDITS

- Un particulier, moyennant rémunération, met à la disposition d'une société un réseau d'influence et un carnet d'adresses en vue de lui faire obtenir un marché grâce à des interventions auprès des différentes autorités adjudicatrices.
- Un collaborateur offre un cadeau à une personne, pour que celle-ci influence l'octroi d'une autorisation réglementaire concernant un site de production par le fonctionnaire responsable.

Cadre légal

Les lois de différents pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Brésil, France, Chine, Arabie Saoudite,...) interdisent les actes de corruption et fixent les sanctions applicables à cette infraction. L'application de ces lois relève des autorités locales de chaque pays.

Ces lois ont souvent une portée extraterritoriale qui permet aux autorités d'un pays de sanctionner des actes de corruption commis par des personnes physiques ou des sociétés dans un autre pays.

Ces lois proscrivent généralement la corruption active et passive, aussi bien de personnes publiques que de personnes privées, dans l'exercice de leurs fonctions.



IMPORTANT

Tout acte de corruption, en ce compris le trafic d'influence, commis en France ou à l'étranger, est strictement Interdit du fait des lois anticorruption des différents pays qui s'appliquent à Vallourec et à ses collaborateurs.



IMPORTANT

Les lois en matière de lutte contre la corruption sont de plus en plus complexes. En cas d'hésitation sur l'application d'une réglementation dans une situation donnée, les collaborateurs du Groupe doivent impérativement s'adresser au Group Compliance Officer du Groupe Vallourec ou à la Direction Juridique du Groupe.

Règles de conduite à adopter

Le présent Code ne fournit pas une liste exhaustive des comportements autorisés ou interdits, en raison de la pluralité des situations et des contextes susceptibles d'être rencontrés.

Chaque collaborateur doit faire preuve de discernement et de bon sens. Le présent Code expose donc les principales règles de conduite qui doivent gouverner leurs décisions et actions et fournit des exemples pratiques.

Vallourec a, par ailleurs, édicté des procédures et politiques internes concernant notamment les agents commerciaux, les cadeaux et invitations, le sponsoring et le mécénat et les investissements sociétaux, disponibles sur l'intranet MY VALLOUREC.

I - PARTENAIRES COMMERCIAUX

Les partenaires commerciaux sont, notamment, les fournisseurs, sous-traitants, distributeurs et agents commerciaux, avec lesquels Vallourec entretient une relation directe.

Le recours à un prestataire commercial doit être légitime. Les prestations attendues doivent être légales et correspondre à un réel besoin de Vallourec.

Les agissements illicites d'un partenaire commercial peuvent nuire à l'image de Vallourec, voire entraîner des poursuites judiciaires. Les collaborateurs de Vallourec peuvent également faire l'objet de poursuites à titre personnel, s'ils sont impliqués dans une pratique illicite.

Ce sont les raisons pour lesquelles Vallourec a mis en place des règles spécifiques exposées ci-dessous :



RÈGLES À RESPECTER

- > Les partenaires commerciaux doivent être choisis par les collaborateurs de Vallourec en fonction de leur mérite et sur des critères objectifs dans le respect des procédures internes.
- > Les partenaires commerciaux de Vallourec doivent prendre connaissance de la Charte Ethique de Vallourec et du présent Code et en respecter les principes et les règles de conduite.
- > Le recours à des partenaires commerciaux doit faire l'objet d'une diligence raisonnable par les collaborateurs de Vallourec. Les vérifications doivent être adaptées et proportionnées à la situation particulière de chaque partenaire commercial, à la nature de la prestation et à son lieu d'exécution. Ces vérifications portent sur l'intégrité du partenaire, la légitimité du besoin et l'adéquation de la rémunération envisagée.

Pour toutes questions relatives à ces vérifications préalables, contactez le Group Compliance Officer de Vallourec ou le Responsable juridique de votre Région.

Fournisseurs et sous-traitants

Les fournisseurs et sous-traitants de Vallourec sont sélectionnés selon des critères prédéfinis et font l'objet de vérifications préalables en fonction du risque fournisseur, intégrant notamment le risque de corruption. La sélection et l'évaluation des fournisseurs font l'objet de procédures internes disponibles dans MY VALLOUREC.

Le recours à des prestataires est licite. Les prestataires sont assimilés à des fournisseurs et font donc l'objet du même processus de sélection.



IMPORTANT

Vallourec peut être tenue pour responsable des actes de corruption qui seraient commis par l'un de ses prestataires et ce même en l'absence d'implication directe ou d'action positive de Vallourec. Pour les autorités judiciaires, ne pas avoir effectué les diligences adéquates et proportionnées afin de s'assurer que son prestataire ne corrompt pas peut constituer une faute.



RÈGLES À RESPECTER

Dans tous les cas, les collaborateurs de Vallourec doivent adresser la Charte Ethique et le présent Code de Vallourec au fournisseur ou sous-traitant, afin qu'il adhère aux valeurs et principes de la Charte et au Code. Les collaborateurs de Vallourec doivent également formaliser la relation d'affaires dans un contrat clair et comportant :

- > une définition précise des prestations attendues avec une obligation de rendre compte (établissement d'un rapport avant tout paiement d'honoraire) ;
- > une rémunération raisonnable et cohérente ;
- > un paiement effectué sur le compte de la société du prestataire lorsqu'il s'agit d'une personne morale ;
- > une description des modalités de paiement ;
- > un engagement formel de respecter les valeurs et principes de la Charte Ethique et le Code ;
- > une clause de résiliation en cas de non-respect des règles éthiques de Vallourec ;
- > un droit d'audit sur les prestations réalisées ;
- > une durée déterminée.

Agents commerciaux

Le recours à des agents commerciaux peut s'avérer nécessaire dans le cadre des activités commerciales de Vallourec, lorsque par exemple, les ressources ou les compétences nécessaires n'existent pas dans un pays ou sur un marché donné, ou encore lorsque la législation locale l'exige expressément.

Le recours à un agent commercial mais également le suivi de ses activités et le versement de sa commission font l'objet d'une procédure interne spécifique disponible sur l'intranet MY VALLOUREC. L'objectif de cette procédure est de prévenir et limiter les risques d'actes Illicites qui pourraient être commis par les agents commerciaux de Vallourec.



IMPORTANT

Une grande majorité des affaires de corruption implique des paiements effectués par des intermédiaires. Il faut donc être particulièrement vigilant.



RÈGLES À RESPECTER

LORS DE LA NEGOCIATION DU CONTRAT :

Dans tous les cas, les responsables commerciaux de Vallourec doivent respecter la procédure relative au recours aux agents commerciaux et s'assurer que :

- > le recours à un agent commercial est nécessaire dans le pays concerné et validé par les responsables hiérarchiques selon les règles internes ;
- > les diligences et vérifications préalables ont été effectuées avant la signature du contrat ;
- > un contrat est signé avec l'agent selon le modèle du contrat d'agent de Vallourec, comportant notamment un engagement formel de respecter les valeurs et principes de la Charte Ethique et Code (annexés au contrat) ;
- > ses missions de développement et de marketing sont définies précisément dans le contrat ;
- > le montant de la commission est indiqué clairement dans le contrat, proportionné et conforme aux régies Internes de Vallourec ;
- > le compte bancaire de l'agent est Indiqué dans le contrat ;
- > la commission payée correspond au montant indiqué dans le contrat.



RÈGLES À RESPECTER

APRES LA SIGNATURE DU CONTRAT :

Les responsables commerciaux doivent s'assurer que :

- > l'agent fait un rapport régulier et écrit de ses activités selon le modèle annexé au contrat d'agent type de Vallourec ;
- > La commission payée correspond au montant indiqué dans le contrat ;
- > La commission correspond à une réelle prestation de l'agent (marketing, réunion client, présentation des produits...) susceptible d'être démontrée par des supports matériels ;
- > La commission est payée par l'entité juridique de Vallourec qui a signé le contrat.



IMPORTANT

Il est de la responsabilité des collaborateurs de Vallourec en relation avec un agent de demeurer attentifs à la conduite de celui-ci.

Le collaborateur n'est pas libéré de toutes obligations de vigilance une fois la relation avec l'agent formalisée.

II - CADEAUX D'AFFAIRES ET INVITATIONS

Les cadeaux ou invitations tendant à montrer à un partenaire d'affaires la considération qu'on lui porte est une pratique légitime, pour autant qu'ils restent occasionnels et de valeur raisonnable et proportionnée.

Ces pratiques peuvent toutefois constituer des actes de corruption, active ou passive, si elles ont pour but d'obtenir un avantage indu ou d'exercer une influence sur une prise de décision.

Définitions

Cadeaux d'affaires : tout avantage qu'il soit pécuniaire ou non, quelle que soit sa nature : remise d'un objet matériel (objets publicitaires avec le logo Vallourec, montres, stylos, livres, foulards etc.) ou prise en charge d'une dépense pour le compte du bénéficiaire (frais de voyages, d'hébergement, notes de frais, etc..).

Invitations : toute opération de relation publique ou toute forme d'agrément social (réception, repas offert ou reçu, événements sportifs et culturels, etc...).



RÈGLES À RESPECTER

TOUT CADEAU OU INVITATION OFFERT OU REÇU DOIT :

- > respecter les lois applicables ;
- > être justifié par un objet professionnel et s'inscrire dans le cadre de relations d'affaires normales ;
- > être de valeur raisonnable et proportionnée ;
- > avoir une fréquence limitée ;
- > conformément à la procédure interne Cadeaux et Invitations, faire l'objet d'une autorisation du supérieur hiérarchique et du Group Compliance Officer et être enregistré dans le registre interne de Vallourec lorsque la valeur du cadeau ou de l'invitation est supérieure à un certain montant ou lorsqu'un agent public est impliqué.

MONTANTS	CONDITIONS À RESPECTER
Cadeau, invitation offert ou reçu ou avantage ayant une valeur entre 50€ TTC et 250€ TTC	<ul style="list-style-type: none"> > Enregistrement obligatoire dans le registre interne Cadeaux et Invitations. > Autorisation du supérieur hiérarchique.
> 250€ TTC	<ul style="list-style-type: none"> > Enregistrement obligatoire dans le registre interne Cadeaux et Invitations. > Autorisation du supérieur hiérarchique. > Autorisation du Group Compliance Officer du Groupe Vallourec.
Tout cadeau, invitation, avantage, offert à ou reçu d'un agent public	<ul style="list-style-type: none"> > Enregistrement obligatoire dans le registre Cadeaux et Invitations. > Autorisation du supérieur hiérarchique. > Autorisation du Group Compliance Officer du Groupe Vallourec.



RÈGLES À RESPECTER

UN CADEAU OU UNE INVITATION NE DOIT PAS :

- > être sollicité par des collaborateurs de Vallourec ou par un partenaire commercial ;
- > avoir pour objet d'obtenir un avantage indu ou d'influencer une prise de décision ;
- > être offert ou reçu de partenaires commerciaux pendant une phase de négociation de contrat ;
- > prendre la forme de prestations de service (travaux) ou en espèces (sommes d'argent ou assimilés) ;
- > provenir de fonds personnels ;
- > être offert, sauf autorisation préalable du Group Compliance Officer, à des personnes qui ne sont pas en relations d'affaires (conjoint, familles proches, enfants, etc...).



IMPORTANT

Dans tous les cas, l'invitation est formellement autorisée selon les règles de la procédure interne et enregistrée dans le registre Interne Cadeaux et Invitations.

De nombreux exemples de cadeaux autorisés ou interdits sont fournis dans la procédure interne Cadeaux et Invitations.






EXEMPLES PRATIQUES

QUE FAIRE LORSQU'ON ME PROPOSE UN CADEAU D'UNE VALEUR SIGNIFICATIVE ?






Dans la mesure du possible, refuser poliment en faisant valoir les engagements éthiques de Vallourec. S'il est délicat de décliner sans froisser le partenaire, informez-en immédiatement votre supérieur hiérarchique et le Group Compliance Officer de Vallourec. Ce cadeau pourra être partagé avec d'autres collaborateurs ou donné à une association caritative.

PUIS-JE ACCEPTER UNE INVITATION A UN EVENEMENT SPORTIF OU CULTUREL ?

Une telle invitation peut être acceptée dans les conditions suivantes :





-  l'invitation n'a pas pour objet d'influencer une prise de décision ;
-  l'invitation n'est pas reçue pendant une période de négociation de contrat ;
-  l'invitation n'est pas accompagnée de prestations extravagantes : dîner dans un restaurant gastronomique, voyages, cadeaux luxueux... ;
-  l'invitation ne prévoit pas la présence d'un conjoint ou de la famille (sauf autorisation spécifique du Group Compliance Officer de Vallourec) ;
-  l'événement se déroule en présence de l'invitant.

J'ORGANISE UNE VISITE D'USINE OU UN SEMINAIRE TECHNIQUE POUR UN CLIENT, QUELLES SONT LES CONDITIONS A RESPECTER ?

-  S'assurer que la visite d'usine ou le séminaire technique n'est pas le prétexte à un voyage d'agrément aux frais de Vallourec ;
-  Prévoir un agenda détaillé de la ou des journée(s) de visites ou de séminaire ;
-  Vérifier que les participants invités ont des fonctions correspondant à l'objet de la visite ;
-  Ne payer ni le transport ni l'hébergement qui restent en principe aux frais des invités sauf autorisation spécifique du Group Compliance Officer de Vallourec. Les repas peuvent être offerts par Vallourec s'ils sont d'une valeur raisonnable ;
-  Enregistrer le montant correspondant à l'ensemble des frais afférents à la visite d'usine ou au séminaire dans le registre interne Cadeaux et Invitations et s'assurer de l'obtention d'une autorisation du supérieur hiérarchique et du Group Compliance Officer lorsque les conditions de la procédure interne sont réunies.

PUIS-JE INVITER UN CLIENT A DEJEUNER OU A DINER ?

Oui, une telle invitation peut être envisagée dans les conditions suivantes :

-  l'invitation n'a pas pour objet d'influencer une prise de décision ;
-  l'invitation n'est pas reçue pendant une période de négociation de contrat ;
-  en phase de négociation contractuelle, lors de réunions de longue durée s'étalant sur toute une journée, le client peut toutefois être invité à déjeuner au restaurant d'entreprise ou, exceptionnellement, dans un restaurant à proximité des locaux dont le prix est raisonnable ;
-  en dehors d'une période de négociation contractuelle, une telle invitation à déjeuner ou à dîner est autorisée si elle est exceptionnelle et d'un montant raisonnable et n'est pas accompagnée de prestations extravagantes : voyages, cadeaux luxueux etc... L'invitation ne doit pas concerner un conjoint ou de la famille (sauf autorisation spécifique du Group

III - INVESTISSEMENTS SOCIÉTAUX

Les investissements sociétaux de Vallourec ont pour objectif de contribuer au développement des communautés locales et peuvent prendre plusieurs formes telles que les dons, les parrainages ou le volontariat de salariés.



RÈGLES À RESPECTER

LES INVESTISSEMENT SOCIÉTAUX DOIVENT :

- > respecter les lois et réglementations applicables et être conformes aux régimes fiscaux locaux ;
- > respecter la politique interne sur les investissements sociétaux disponible sur l'intranet MY VALLOUREC ;
- > être réalisés en faveur d'une organisation dûment constituée poursuivant un objectif d'intérêt général ;
- > être réalisés en faveur de structures situées dans des régions dans lesquelles Vallourec a des activités industrielles ou commerciales ;
- > Faire systématiquement l'objet d'un contrat précisant la nature et le montant de l'apport de Vallourec et la manière dont la contribution financière va être utilisée par le bénéficiaire.



RÈGLES À RESPECTER

LES INVESTISSEMENT SOCIÉTAUX NE DOIVENT PAS :

- > influencer sur une prise de décision ou une législation ;
- > être réalisés, directement ou indirectement, en faveur de personnes physiques.



IMPORTANT

Les investissements sociétaux doivent être alignés sur les axes stratégiques prioritaires tels que définis dans la Politique Interne de Vallourec relative aux investissements sociétaux c'est à dire notamment le soutien à l'éducation, la protection de l'environnement et volontariat des salariés. Des exemples sont disponibles dans le Guide de communication sur les investissements sociétaux qui complète la politique interne.



IMPORTANT

Les dons, mécénats et parrainages non liés à des investissements sociétaux, tels que les dons à des organismes professionnels (Chambres de commerce) ou parrainage liés à une communication institutionnelle (partenariats avec les grandes écoles) doivent être autorisés par le Group Compliance Officer de Vallourec conformément à la procédure interne Sponsoring commercial et Lobbying.

IV - PAIEMENTS DE FACILITATION

Les paiements de facilitation ou « *paiements de complaisance* » sont des paiements versés à des représentants de l'autorité publique (fonctionnaires) dans le but de faire accélérer ou de garantir l'exécution d'un acte administratif. Il s'agit en général de petits montants.

Les cas les plus fréquents de demandes de paiements de facilitation concernent :

- l'obtention d'un visa, permis ou licence ;
- l'obtention d'une protection policière ;
- l'immatriculation d'un véhicule ;
- l'installation d'une ligne téléphonique ;
- l'accès à un port ;
- le déchargement de la marchandise...

Dans la plupart des pays, les paiements de facilitation sont considérés comme des actes de corruption.



IMPORTANT

Les paiements de facilitation sont interdits par Vallourec.

Une seule exception à cette interdiction est admise : l'exception de contrainte lorsque le paiement est strictement nécessaire pour protéger la vie, la santé ou la sécurité d'un collaborateur de Vallourec. Dans ce cas, le collaborateur doit informer dès que possible le Group Compliance Officer de Vallourec.

RECOMMANDATIONS

- Anticipez vos démarches et n'attendez pas la dernière minute ;
- Assurez-vous d'être en possession de tous les documents qui peuvent vous être demandés selon la loi locale ;
- Lorsque vous faites appel à un prestataire externe pour des formalités administratives, assurez-vous que les règles du présent Code relatives aux prestataires de services sont suivies ;
- Si un paiement de facilitation vous est demandé, il doit être refusé : invoquez les règles éthiques de Vallourec et le fait que la demande est illégale, ce qui est le cas dans la plupart des pays ;
- En cas de persistance : exigez que la demande soit formalisée de manière officielle (formulée par écrit et précisant l'identité du demandeur et sa fonction) ;
- Prévenir le client lorsque la demande illicite concerne un projet spécifique et quelle peut mettre en cause le déroulement de ce projet.



IMPORTANT

Dans tous les cas, Informez le Group Compliance Officer de Vallourec.

V - CONFLITS D'INTÉRÊTS

Un conflit d'intérêts survient lorsque les Intérêts personnels d'un collaborateur, ou ceux de personnes physiques ou morales auxquelles il est lié, sont susceptibles d'entrer en conflit avec les intérêts de Vallourec.

Un conflit d'intérêts n'est pas illicite en soi mais peut cacher un acte de corruption lorsque les intérêts personnels d'un collaborateur exercent une influence néfaste sur son travail chez Vallourec.

Chaque collaborateur doit s'assurer qu'il agit aux mieux des intérêts de Vallourec, à l'exclusion de toute autre considération, notamment personnelle.



RÈGLES À RESPECTER

- > Ne pas prendre d'intérêt direct ou indirect chez un concurrent, un fournisseur, un prestataire de services ou un client (potentiel ou actuel) sauf s'il s'agit de l'achat de titres cotés dans le respect des règles en matière d'informations privilégiées ;
- > Ne pas prendre d'engagement professionnel ou personnel susceptible d'interférer avec votre travail chez Vallourec ;
- > Ne jamais négocier un contrat au nom de Vallourec dont vous retirez un intérêt personnel ;
- > Ne jamais utiliser d'informations confidentielles détenues du fait de votre position au sein de Vallourec dans votre intérêt personnel ou celui de vos proches ;
- > Ne jamais accepter une rémunération d'une organisation ou d'une personne qui entretient des relations d'affaires ou qui est en conflit avec Vallourec ;
- > Reporter tout conflit d'intérêt potentiel à votre supérieur hiérarchique et au Group Compliance Officer de Vallourec.

EXEMPLES PRATIQUES

VOUS ETES COLLABORATEUR DE VALLOUREC ET ACTIONNAIRE D'UN PROSPECT CLIENT. PEUT-IL PARTICIPER A LA NEGOCIATION CONTRACTUELLE ?

- > Il n'est pas interdit d'être actionnaire d'un client de Vallourec. En revanche, dans ce cas, vous devez en informer immédiatement votre supérieur hiérarchique en amont ainsi que le Group Compliance Officer.
- > Vous ne pourrez pas participer à une négociation contractuelle avec ce client.

VOUS ETES UN COLLABORATEUR DE VALLOUREC EN CONTACT AVEC UN FOURNISSEUR DE VALLOUREC QUI APPARTIENT A UN MEMBRE DE VOTRE FAMILLE. POUVEZ-VOUS VOUS-MEME ACCEPTER LES PRODUITS OU SERVICES LIVRES PAR CE FOURNISSEUR ?

- > Le collaborateur devra informer son supérieur hiérarchique de cette situation de conflit. Son supérieur déléguera une autre personne pour réceptionner les produits ou services, en particulier si des vérifications de qualité et de conformité doivent être conduites.

VI - LOBBYING - REPRÉSENTANTS D'INTÉRÊTS

Vallourec participe de manière transparente, et conformément aux lois et réglementations en vigueur, aux débats sur l'élaboration de politiques publiques ou aux processus législatifs concernant son domaine d'activité.

Définition

Le lobbying représente le fait d'entrer en contact direct ou indirect avec un responsable public en vue d'influencer une décision politique pour défendre des valeurs ou intérêts particuliers.

Une action de lobbying devient un acte de corruption lorsque la personne qui exerce une activité de lobbying offre ou promet, directement ou indirectement, un avantage en nature ou en espèces (sommes d'argent ou cadeau) au bénéfice d'un tiers (agent public) afin de l'inciter à soutenir une législation ou des activités favorables.



IMPORTANT

Toute action de lobbying est subordonnée à une autorisation préalable du Group Compliance Officer de Vallourec.

En France, les représentants d'intérêts qui agissent pour le compte de Vallourec auprès d'un responsable public sont enregistrés sur le répertoire numérique et public des représentants d'intérêts tenu par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP).

Par ailleurs, conformément à la loi en vigueur, Vallourec fournit annuellement à la HATVP un rapport décrivant les activités relatives à la représentation d'intérêts ayant pour objet d'influer sur une décision publique française ainsi que les dépenses qui y sont afférentes.

VII - FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

La législation sur le financement des partis politiques varie selon les pays.

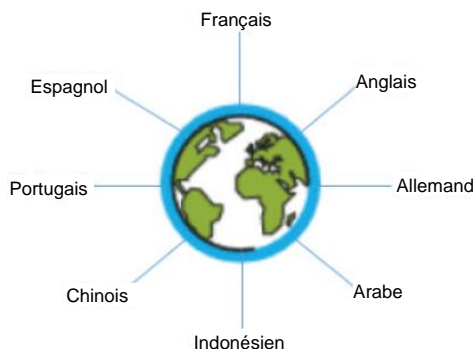
Dans ce contexte et afin d'éviter toute ambiguïté, Vallourec interdit tout versement de fonds et/ou fourniture de services au nom de Vallourec à un parti ou à une organisation politique ainsi qu'à des personnalités politiques.

Signaler un comportement

Si vous souhaitez signaler un comportement contraire aux lois et réglementations en matière de lutte contre la corruption ou contraire aux règles au présent Code, vous pouvez le signaler en vous adressant à l'une des personnes suivantes :

- votre supérieur hiérarchique ;
- votre responsable des ressources humaines ;
- le Group Compliance Officer de Vallourec
- le Group Ethics Officer de Vallourec
- votre Correspondant Ethique Local dont la liste et les coordonnées sont disponibles sur l'intranet de Vallourec MY VALLOUREC ;
- le Directeur de l'audit et du contrôle interne ;
- vous pouvez également utiliser la **Vallourec Integrity Line** <https://www.bkms-system.com/Vallourec-integrityline>

Dispositif d'alerte de Vallourec accessible en 8 langues



7 j / 7 j

24 h / 24 h

365 j / par an

quel que soit le lieu et le pays où vous vous trouvez.

La **Vallourec Integrity Line** est accessible aux collaborateurs de Vallourec mais également aux tiers (notamment clients, fournisseurs, prestataires de services...). Elle permet de signaler un comportement de manière anonyme.

**Vous pouvez avoir accès à
la Vallourec Integrity Line
en scannant le QR Code**



Pour plus d'informations sur ses modalités d'utilisation et les règles applicables au traitement et à la protection des données, reportez-vous à la procédure interne : **Vallourec Integrity Line** tell us ! Dispositif d'alerte et d'investigation.

Le collaborateur lanceur d'alerte ne pourra faire l'objet d'aucune sanction pour avoir signalé une alerte, s'il a agi de bonne foi, sans intention de nuire, et ce, même si les faits faisant l'objet de l'alerte devaient s'avérer inexacts ou ne donner lieu à aucune suite. Il ne pourra, en tout état de cause, faire l'objet d'aucune mesure de discrimination.



IMPORTANT

Quel que soit le canal de signalement utilisé, Vallourec assurera la confidentialité du signalement.

Sanctions

Toute infraction au présent Code pourra donner lieu, suivant sa gravité ou sa fréquence, à une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement.

Ces sanctions seront celles prévues par le droit applicable au salarié concerné et seront prises dans le respect des procédures légales.





SIÈGE SOCIAL

12, rue de la Verrerie
92190 MEUDON (France)
552 142 200 RCS Nanterre

Tel: +33 (0)1 49 09 35 00

www.vallourec.com

Société anonyme à Conseil d'administration au capital
social de 4.578.568,56 euros